

CONSEIL GENERAL DE SEINE-ET-MARNE

Séance du 27 Juin 2008

Commission n° 7 - Finances

DIRECTION DES FINANCES

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL GENERAL N° 7/03

OBJET : Compte Administratif pour l'exercice 2007 et affectation des résultats.

RÉSUMÉ : Pour l'exercice 2007, le résultat global cumulé de clôture (investissement et fonctionnement) est un excédent de **5,3 M€** (soit 0,3 % des crédits ouverts), contre un excédent de **28,8 M€** en 2006. Dans un contexte difficile, l'épargne disponible diminue légèrement tandis que le niveau d'endettement est contenu, malgré un effort tout particulier sur les dépenses d'investissement qui progressent de **26,8 %** pour atteindre **222,4 M€**. Les quatre budgets annexes présentent pour leur part un résultat global positif de **1,7 M€**.

En application des articles L. 1612-12 et suivants du code général des collectivités territoriales, il vous appartient, par un vote sur le compte administratif, d'arrêter les comptes du Département pour l'exercice 2007, après en avoir vérifié la concordance avec ceux du Payeur départemental, dont le compte de gestion vous est présenté par ailleurs à cette même séance.

Ce compte administratif est conforme, après rapprochement, au compte de gestion du Payeur départemental, pour ce qui concerne la gestion 2007 proprement dite. La correction des écarts techniques relatifs aux reprises de résultats antérieurs (budget principal, intégration des résultats comptable du Collège Jean Monnet de Torcy) est présentée en fin de rapport.

Je vous propose d'examiner successivement le compte administratif principal, puis ceux des services à comptabilité distincte.

1 - COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL :

1-1 - PRESENTATION GENERALE :

Je vous rappelle que nous avons ouvert, au titre de l'exercice 2007 (budget primitif et décisions modificatives ultérieures), un total de crédits de paiement de **1 533,1 M€**, investissement et

fonctionnement confondus, y compris les mouvements d'ordre et la reprise des résultats antérieurs, qui sont les suivants :

- solde négatif d'investissement 2006 de **135 825 256,74 €** .
- excédent de fonctionnement 2006 après affectation de **28 826 067,98 €**

Les **ouvertures de crédits** se répartissent de la manière suivante :

DEPENSES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
- réelles	580 042 266,87	808 568 794,98	1 388 611 061,85
dont déficit	135 825 256,74	0	135 825 256,74
Total hors déficit	444 217 010,13	808 568 794,98	1 252 785 805,11
- d'ordre	7 934 125,55	136 589 345,32	144 523 470,87
dont autofinancement complémentaire	0	97 374 484,04	97 374 484,04
Total hors autofinancement complémentaire	7 934 125,55	39 214 861,28	47 148 986,83
TOTAL DEPENSES	587 976 392,42	945 158 140,30	1 533 134 532,72
TOTAL Dépenses hors déficit et autofinancement complémentaire	452 151 135,68	847 783 656,26	1 299 934 791,94

RECETTES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
- réelles	450 087 387,85	938 523 674,00	1 388 611 061,85
dont excédent	135 825 256,74	28 826 067,98	164 651 324,72
<i>total hors excédent</i>	<i>314 262 131,11</i>	<i>909 697 606,02</i>	<i>1 223 959 737,13</i>
- d'ordre	137 889 004,57	6 634 466,30	144 523 470,87
dont autofinancement complémentaire	97 374 484,04	0	97 374 484,04
<i>Total hors autofinancement complémentaire</i>	<i>40 514 520,53</i>	<i>6 634 466,30</i>	<i>47 148 986,83</i>
TOTAL RECETTES	587 976 392,42	945 158 140,30	1 533 134 532,72
<i>TOTAL Recettes hors excédent et autofinancement complémentaire</i>	<i>354 776 651,64</i>	<i>916 332 072,32</i>	<i>1 271 108 723,96</i>

L'**exécution** de ce budget s'est traduite par la réalisation d'un total de dépenses de **1 218,3 M€**, pour des recettes de **1 194,8M€**, comme indiqué dans le tableau ci-après.

DEPENSES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
- réelles	395 512 262,81	774 061 283,76	1 169 573 546,57
- d'ordre	8 395 091,77	40 343 767,09	48 738 858,86
TOTAL DEPENSES	403 907 354,58	814 405 050,85	1 218 312 405,43
RECETTES			
	Investissement	Fonctionnement	Ensemble
- réelles	219 106 207,86	926 968 072,21	1 146 074 280,07
- d'ordre	41 643 426,34	7 095 432,52	48 738 858,86
TOTAL RECETTES	260 749 634,20	934 063 504,73	1 194 813 138,93

Le résultat global comptable de clôture propre à l'exercice 2007 (avant intégration des résultats antérieurs) est donc un déficit de **23,5 M€**, contre un excédent de **23,7 M€**, en 2006.

Les taux d'exécution, pour être pertinents et comparables, doivent être mesurés hors reprise de résultats et hors autofinancement, sur les mouvements réels et d'ordre dans un premier temps (pour déterminer les résultats comptables de clôture propres à l'exercice), et sur les seuls mouvements réels dans un second temps (pour mesurer la consommation des crédits ouverts en faveur des politiques départementales).

Les deux tableaux qui suivent vous donnent ces indications, et la comparaison avec l'exercice 2006.

mouvements réels et d'ordre en M€ (hors résultats reportés et autofinancement)

	2006			2007		
	Inscrit	Réalisé	%	Inscrit	Réalisé	%
Investissement						
Dépenses	433,5	306,4	70,7	452,2	403,9	89,3
Recettes	354,2	208,5	58,9	354,8	260,7	73,5
	2006			2007		
	Inscrit	Réalisé	%	Inscrit	Réalisé	%
Fonctionnement						
Dépenses	783,9	753,8	96,2	847,8	814,4	96,1
Recettes	858,3	875,4	102,0	916,3	934,1	101,9

Ce premier tableau confirme les résultats propres à chaque exercice cités plus haut, à savoir un déficit de **23,5 M€** en 2007 (déficit de **143,2 M€** en investissement, et excédent de **119,7 M€** en fonctionnement), contre un excédent de **23,7 M€** en 2006 (déficit de **97,9 M€** en investissement, et excédent de **121,6 M€** en fonctionnement).

mouvements réels uniquement en M€

	2006			2007		
	Inscrit	Réalisé	%	Inscrit	Réalisé	%
Investissement						
Dépenses	396	298,1	75,3	444,2	395,5	89,0
Recettes	283,5	163,5	57,7	314,3	219,1	69,7
Fonctionnement						
Dépenses	744,2	710,1	95,4	808,6	774,1	95,7
Recettes	851,8	868,5	102,0	909,7	927,0	101,9

S'agissant des seuls mouvements réels (remboursement de la dette inclus), ce second tableau fait apparaître des taux de réalisation élevés en fonctionnement (**95,7 %** en dépenses et **101,9 %** en recettes) pour des montants réalisés de **774,1 M€** en dépenses (+ **9 %** par rapport à 2006), et de **927 M€** en recettes (+ **6,7 %** par rapport à 2006). En investissement, les taux de réalisation sont de **32,7%** en dépenses, et **34 %** en recettes, en progression par rapport à 2005, mais ces chiffres sont peu significatifs car les crédits inscrits, en dépenses comme en recettes, incluent une provision pour opérations de restructuration de dette, dont l'utilisation est aléatoire d'un exercice à l'autre.

Le tableau ci-après indique les différents niveaux de résultat de l'exercice 2007 :

- **résultat propre** à l'exercice (avant intégration des résultats antérieurs),
- **résultat cumulé** (après intégration des résultats antérieurs et avant restes à réaliser). C'est ce résultat qui constitue le résultat « officiel » devant faire l'objet d'une affectation, pour son montant en fonctionnement, le résultat d'investissement étant considéré comme un simple solde d'exécution générant un besoin ou un surplus de financement.
- **résultat définitif** (après restes à réaliser)

Suite à la fermeture du Collège Jean Monnet de Torcy, il est nécessaire d'intégrer aux résultats du budget principal l'excédent d'investissement dégagé à la clôture de ses comptes soit

58 106,51 €. Le solde négatif de la section d'investissement du budget principal est donc minoré de ce montant soit **131 719 299,94 €**.

REEL + ORDRE	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	ENSEMBLE
DEPENSES			
- déficit reporté (1)	135 825 256,74		135 825 256,74
- réalisées (2)	403 907 354,58	814 405 050,85	1 218 312 405,43
- restant à réaliser (3)	18 339 703,33	19 072 650,92	37 412 354,25
TOTAL (4) = (1)+(2)+(3)	558 072 314,65	833 477 701,77	1 391 550 016,42
RECETTES			
- excédent reporté (5)	135 825 256,74	28 826 067,98	164 651 324,72
- réalisées (6)	260 749 634,20	934 063 504,73	1 194 813 138,93
- restant à réaliser (7)	29 720 017,26	2 307 429,00	32 027 446,26
TOTAL (8) = (5)+(6)+(7)	426 294 908,20	965 197 001,71	1 391 491 909,91
RESULTAT PROPRE A 2006 = (6)-(2)	-143 157 720,38	119 658 453,88	-23 499 266,50
RESULTAT CUMULE = {(5)+(6)} - {(1)+(2)}	-143 157 720,38	148 484 521,86	5 326 801,48
RESULTAT DEFINITIF = (8)-(4)	-131 777 406,45	131 719 299,94	-58 106,51
Intégration du résultat du Collège Jean Monnet	58 106,51		58 106,51
RESULTAT DEFINITIF après intégration	-131 719 299,94	131 719 299,94	0,00

En investissement, les **dépenses reportées** s'élèvent à **18,3 M€**. Elles concernent principalement la voirie (**3,8 M€**), les transports (**3,5 M€**), les collèges (**1,8 M€**), l'équipement informatique (**1,7 M€**), les actions d'aménagement (**1,7 M€**), le patrimoine et les musées (**1,4 M€**).

En recettes, les restes à réaliser (**29,7 M€**) correspondent essentiellement à l'emprunt nécessaire à l'équilibre de la section d'investissement pour 2007 (**21,8 M€**), reports inclus (**8 M€**).

Les reports de la section de fonctionnement d'un montant de **19,1 M€** concernent principalement deux secteurs : les adultes handicapés pour **9,7 M€** (dont **8,8 M€** pour la Prestation de Compensation du Handicap), **2,3 M€** pour les frais d'hébergement des personnes âgées et les actions d'insertion pour **2,1 M€**.

1-2 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT :

1-2.1 – Les dépenses :

Le montant des dépenses réelles d'investissement s'est élevé à **395,5 M€**, en augmentation de **32,7 %** par rapport à 2006 (**298,1 M€**). Pour une comparaison homogène des deux exercices, il convient de retirer les opérations de restructuration de la dette : une fois ce correctif apporté, les dépenses 2007 s'élèvent à **275,9 M€**, contre **229,7 M€** en 2006, soit une progression de **20,1%**.

Sur ce total de **275,9 M€**, on distingue :

- le remboursement du capital de la dette (pour emprunts, subventions à verser en annuités et avances en garantie) diminue avec **52,1 M€** en 2007, contre **54,4 M€** en 2006.
- les investissements proprement dits, dont le montant de **222,4 M€** en 2007, contre **175,3 M€** en 2006, est en hausse de **26,8 %**.

Par grands secteurs, ces investissements se répartissent ainsi :

Secteur	CA 2006 en M€	Variation 06/05	Part dépenses 2006	CA 2007 en M€	Variation 07/06	Part dépenses 2007
Action sociale	6,0	64,2%	3,4%	6,9	15,7%	3,1%
Agriculture	0,8	-35,6%	0,4%	0,4	-46,3%	0,2%
Culture et patrimoine	4,9	146,5%	2,8%	6,5	34,2%	2,9%
Développement économique et local	15,9	38,7%	9,1%	31,1	+95,6%	14,0%
<i>dont :</i>						
<i>Action économique</i>	1,0	-50,8%	0,5%	1,0	5,4%	0,5%
<i>Aménagement et développement des communes</i>	14,6	57,9%	8,3%	29,8	104,0%	13,4%
<i>Tourisme</i>	0,3	21,6%	0,2%	0,3	-17,1%	0,1%
Eau et environnement	9,3	-15,5%	5,3%	13,4	44,9%	6,0%
Formation – Enseignement	45,1	-24,2%	25,7%	67,1	48,9%	30,2%
Jeunesse et sports	1,6	-29,4%	0,9%	2,7	63,9%	1,2%
Logement	3,2	134,0%	1,8%	4,4	36,3%	2,0%
Moyens des services	16,7	71,8%	9,5%	17,4	3,8%	7,8%
Sécurité	1,3	-22,2%	0,7%	0,8	-35,8%	0,6%
Transports	0,5	-26,8%	0,3%	2,9	536,3%	1,3%
Voirie	70,2	11,4%	40,0%	68,7	-2,1%	30,9%
TOTAL	175,3	4,7%	100,0%	222,4	26,8%	100,0%

NS = non significatif

La voirie et l'enseignement demeurent de très loin nos plus importants budgets, représentant respectivement **30,9 %** et **30,2 %** des dépenses d'investissement. La part relative de ces deux secteurs est toutefois en légère baisse, passant de près de 65,7 % en 2006 à 61,1 % de l'investissement total en 2007. Cette diminution est exclusivement due à celle de la part relative des dépenses dans le domaine de la voirie.

Le secteur **voirie**, premier budget d'investissement (**68,7 M€**), connaît une légère baisse par rapport à l'exercice 2006 (- **2,1 %**). Cette diminution affecte essentiellement les programmes

suivants : les contrats triennaux **4,2 M€ (5 M€ en 2006)**, la sécurité routière **7,1 M€ (9,9 M€ en 2006)** les études de voirie **1,1 M€ (1,6 M€ en 2006)** et les acquisitions foncières **0,6 M€ (0,8 M€ en 2006)**. Le secteur travaux neufs sur itinéraires reste stable malgré une spectaculaire progression du programme de raccordement des pôles qui passe de **2 M€ à 11,1 M€ en 2007**. En effet, les dépenses réalisées au titre de la liaison sud de Chelles s'élèvent à **10,3 M€ en 2007** contre **1,4 M€ en 2006**. Le programme de conservation et d'adaptation du réseau représente à lui seul la moitié du secteur avec **35,6 M€** de dépenses réalisées en 2007 (soit + **2,2 M€** par rapport à 2006) dont **3,4 M€** sur les routes nationales transférées.

Le secteur **formation et enseignement** reste un domaine d'intervention prioritaire pour le Département, le total des dépenses augmente de près de moitié avec **67,1 M€ en 2007** contre **45,1 M€ en 2006**. Cette forte augmentation est centrée sur le programme de constructions ou de réhabilitations des collèges (+ **13,9 M€**). A ce titre, il faut citer : les travaux de construction des collèges de Bussy-Saint-Georges (**7,9 M€**) et de Chessy (**7,1 M€**), la poursuite des travaux de reconstruction du collège Elsa Triolet au Mée-sur-Seine (**8,5 M€**), la réhabilitation du collège du Châtelet-en-Brie (**3,2 M€**) et enfin les frais d'études engagés pour **2,1 M€**. Parallèlement, les autres investissements enregistrent une progression de **7,9 M€** et concernent principalement les travaux de gros entretien (**12 M€**) et la mise en place du collège provisoire La Maillière à Lognes (**6,3 M€**).

Les dépenses liées aux **moyens mobiliers et immobiliers** des services augmentent légèrement par rapport à 2006, soit **17,4 M€ en 2007** contre **16,7 M€ en 2006**. Les dépenses liées aux travaux dans les bâtiments départementaux sont globalement identiques à 2006 (**11,4 M€**). Le programme relatif aux bâtiments sociaux est en baisse par rapport à 2006 car un effort important avait été consenti sur cet exercice sur les travaux dans les UAS de Chelles, Fontainebleau et de Melun Val de Seine. En 2007, cette dernière opération, en voie d'achèvement, aura consommé **1,1 M€**. De plus, on notera l'acquisition d'un bâtiment destiné à l'UAS de Sénart pour une somme de **4 M€**. Enfin, l'acquisition de bâtiments administratifs et les travaux effectués au profit des services de voirie s'élèvent à **2,7 M€**. Les dépenses liées à l'informatique et aux télécommunications (acquisitions de logiciels, renouvellement des postes de travail et des périphériques et gestion d'infrastructures réseaux, serveurs, téléphonie...) sont sensiblement au même niveau soit **3,8 M€ en 2007** pour **4 M€ en 2006**. La progression du secteur moyens des services est liée au crédit reporté pour l'acquisition de véhicules qui n'a pu être réalisé sur l'année 2006.

La politique de **développement économique et local** avec **31,1 M€**, est en très forte augmentation par rapport à l'année 2006 (**15,9 M€**).

Le programme « aménagement/autres actions » intègre le soutien aux infrastructures de télécommunication haut et moyen débit pour respectivement **13,7 M€ (0,4 M€ en 2006)** et **0,8 M€ (2,7 M€ en 2006)** ainsi que la subvention versée à l'établissement foncier d'Île-de-France d'un montant de **1,3 M€**. Les contrats C3D s'élèvent à **4,4 M€** contre **1,6 M€ en 2006**, il s'agit notamment du C3D du SAN de Sénart à hauteur de **3,1 M€** et du démarrage de ceux de Marne et Gondoire (**0,5 M€**) et Villeparisis (**0,4 M€**). Ces opérations justifient les deux tiers du réalisé de cette politique.

Les contrats CADUCE et ruraux représentent **4,3 M€ (5,1 M€ en 2006)** pour les premiers et **2,3 M€ (2 M€ en 2006)** pour les seconds. Les autres contrats d'aménagement (régionaux, CLAIR, CONT.A.C.T.) demeurent à un niveau identique à celui de 2006.

La politique en faveur de **l'eau et de l'environnement** est en augmentation en 2007 de près de **44,9 % (13,4 M€ contre 9,3 M€ en 2006)**. En matière de subventions **6,7 M€** ont été versés

aux communes pour l'eau potable et l'assainissement. Le financement des études, des travaux et des acquisitions de terrains pour les espaces naturels sensibles a mobilisé **3 M€ (1,3 M€ en 2006)** principalement pour les aménagements de l'atelier de Fontaineroux (**1,2 M€ en 2007**) et de l'ancienne voie ferrée de La Ferté-Gaucher à Meilleray (**1 M€**). Le traitement des déchets par les communes a été subventionné pour un montant de **1,1 M€** (contre **0,8 M€ en 2006**) notamment au bénéfice de l'unité d'incinération de Pithiviers et des projets du SIETDOM de Tournan en Brie (centre de tri, déchetteries...)

Le budget d'investissement de l'**action sociale** d'un montant de **6,9 M€** progresse de **15,7 %**. L'aide aux établissements pour personnes âgées est la dépense principale de cette politique avec **4,9 M€** et présente un taux de réalisation de **100 %**. Elle finance des travaux d'aménagement dans les centres hospitaliers (notamment celui de Jouarre pour **2,4 M€** ainsi que l'unité de soin longue durée de Montereau-Fault-Yonne pour **1 M€**) et dans les maisons de retraite (dont celles de Coulommiers, Claye-Souilly et La Chapelle-la-Reine...). L'accueil en établissement des personnes handicapées est également un poste important de la politique d'action sociale avec **1,5 M€** (dont les aides versées pour l'acquisition d'appartements et de studios pour l'hébergement de personnes handicapées à Germenoy pour **0,3 M€** et le centre d'accueil de jour de Guignes-Rabutin pour **0,5 M€**).

Le secteur **jeunesse et sport** est en forte hausse de près des deux tiers. Le premier programme de cette politique, consacré aux équipements socio-éducatifs pour **1,4 M€**, a subventionné un grand nombre d'opérations telles que la réhabilitation de salles des fêtes et polyvalentes, maisons d'adolescents, des associations et des jeunes, la construction de centres de loisirs sans hébergement, réalisation d'un dojo à Boissise-le-Roi, d'un terrain multisports, de pistes d'athlétisme ou encore de vestiaires douches. Au titre de la politique en faveur des gymnases et stades, trois gymnases ont été financés en 2007 à Moissy-Cramayel lié au lycée de la mare carrée, Vaires-sur-Marne, et Saint-Pierre-lès-Nemours lié au futur collège ainsi qu'une salle omnisports à Melun. Enfin, les crédits inscrits pour les équipements des piscines ont permis la réhabilitation des piscines de Fontainebleau, Bray-sur-Seine, Grandpuits-Bailly-Carroy, Emerainville et Lagny-sur-Marne.

La **culture et le patrimoine** progressent de **34,2 %**. Le château de Blandy-les-Tours et la ferme du château ont fait l'objet d'importants travaux en 2007 permettant ainsi l'ouverture du château au public. Les dépenses correspondantes s'élèvent à **4,7 M€ en 2007 (2,8 M€ en 2006)**. Parallèlement à cette dépense principale, nous pouvons aussi citer l'effort maintenu en faveur de la lecture publique avec l'accroissement des fonds documentaires et de DVD de la médiathèque départementale (**0,7 M€**) ainsi que les diverses subventions à destination des communes pour l'informatisation de leurs bibliothèques (Val d'Europe, Bussy-Saint-Georges...). Le Département a de plus, poursuivi sa politique d'acquisition d'objets et d'œuvres d'art par l'intermédiaire des musées départementaux (**0,1 M€**) mais aussi de soutien aux patrimoines public (**0,3 M€**) ou privé (**0,1 M€**) notamment pour le château de Vaux le Vicomte) ainsi qu'au patrimoine rural non protégé.

Le secteur **sécurité**, qui correspond aux dépenses effectuées dans les gendarmeries, est en diminution avec **0,8 M€** contre **1,3 M€ en 2006**. La mise à bail des bâtiments a impacté fortement les dépenses de travaux (- **0,3 M€** par rapport à 2006 soit une baisse de plus de **80 %**). Les opérations restantes concernent la réhabilitation de la gendarmerie de Melun, les constructions de celles de Cély-en-Bière et de Donnemarie-Dontilly.

Le secteur **logement** représente **4,4 M€** de dépenses d'investissement (contre **3,2 M€ en 2006**). Les crédits versés au profit de l'OPH77 et du fonds de développement local du logement expliquent cette différence. En effet, la première passe de **2 M€** à **2,6 M€** et la seconde de **1 M€** à **1,4 M€**.

Enfin, le secteur des **transports** progresse cette année de plus de **500 %**. Le programme des transports publics porte à lui seul cette spectaculaire augmentation. Les dépenses d'un montant de **2,3 M€** correspondent au reversement aux transporteurs des subventions versées par la Région au Département pour l'acquisition de 40 véhicules nécessaires à la mise en place du réseau « Mobilien ».

1-2.2 – les recettes :

D'un montant de **219,1 M€ (163,5 M€ en 2006)**, elles correspondent pour la majeure partie aux flux positifs de dette dans l'année 2007. Ceux-ci représentent **172,5 M€** et se ventilent entre :

- **75,5 M€** d'emprunts nouveaux
- **97 M€** de tirages sur crédits renouvelables, à rapprocher des **98,2 M€** de remboursements comptabilisés en dépenses. La variation est donc négative de **1,2 M€**

Les autres recettes atteignent **46,6 M€**, soit un niveau supérieur à celui de 2006 (**43,5 M€**). Ces recettes d'investissement sont principalement constituées de dotations à hauteur de **25,7 M€** (dont **17,3 M€** de FCTVA, **1,6 M€** au titre de la Dotation Globale d'Équipement deuxième part et **6,8 M€** de DDEC), et de subventions (**19,1 M€**). Ces dernières sont en forte augmentation par rapport à 2006 et résultent des subventions reçues de la Région pour les infrastructures de télécommunication moyen et très haut débit soit **8 M€**. Pour terminer, il reste à mentionner également **7,1 M€** reçus au bénéfice de la voirie, et enfin des recouvrements de créances pour **1 M€**.

1-3 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT :

1-3.1 – les dépenses :

Elles se sont élevées à **774,1 M€** contre **710,1 M€** en 2006, en augmentation de **9 %**. Leur taux de réalisation est pratiquement identique à celui de 2006, puisqu'il s'élève à **95,7 %** en 2007, contre **95,4 %** l'année précédente.

Par secteur, ces dépenses se répartissent de la manière suivante :

Secteur	CA 2006 en M€	Variation 06/05	Part dépenses 2006	CA 2007 en M€	Variation 07/06	Part dépenses 2007
Action sociale	359,2	8,6%	50,6%	387,5	7,9%	50,1%
Agriculture	1,5	-31,8%	0,2%	0,7	-53,1%	0,1%
Frais financiers	28,5	-4,0%	4,0%	31,5	10,4%	4,1%
Autres Interventions	2,1	12,0%	0,3%	2,1	3%	0,3%
Culture et Patrimoine	7,2	12,8%	1,0%	7,2	-0,3%	0,9%
Développement économique et local	19,9	23,7%	2,8%	22,4	12,8%	2,9%
<i>dont :</i>						
<i>Action économique</i>	13,9	9,9%	2,0%	18,9	35,6%	2,4%
<i>Action d'aménagement et de développement en faveur des communes</i>	3,1	339,6%	0,4%	0,7	-79%	0,1%
<i>Tourisme</i>	2,9	6,1%	0,4%	2,9	1%	0,4%
Eau et environnement	4,1	-32,8%	0,6%	5,9	44,8%	0,8%
Formation – Enseignement	26,1	12,3%	3,7%	29,7	14%	3,8%
Jeunesse et sports	6,1	10,7%	0,9%	6,6	8,4%	0,9%
Logement	5,9	14,7%	0,8%	4,6	-22,1%	0,6%
Moyens des services	116,9	12,5%	16,5%	135,9	16,3%	17,6%
Sécurité	87,6	6,0%	12,3%	93,1	6,3%	12%
Transports	33,9	8,8%	4,8%	35,1	3,6%	4,5%
Voirie	11,2	7,8%	1,6%	11,7	4%	1,5%
TOTAL	710,1	8,4%	100,0%	774,1	9%	100,0%

L'action sociale et les solidarités représentent la moitié de nos dépenses, et connaissent une augmentation de **28,3 M€**, passant de **359,2 M€** en 2006 à **387,5 M€** en 2007 (+ **7,9 %**) pour un taux de réalisation de **95,7 %**.

Cette variation résulte d'augmentations multiples.

Le secteur de l'aide à l'enfance affiche un réalisé de **124,8 M€** en 2007 contre **118,7 M€** (taux de réalisation de **97,7 %**). L'accueil en établissement représente plus de 48 % de l'ensemble de ces crédits et reste stable entre 2006 et 2007 à un niveau de **60,6 M€**. En revanche, on assiste à une progression de l'accueil familial (+ **10,3 %** pour **34 M€**) et des mesures de prévention (+ **15,2 %** soit **25,4 M€**).

L'évolution des crédits consommés dans le secteur des adultes handicapés (+ **9,2 %** soit **97,2 M€**) s'explique par la forte progression des dépenses de maintien à domicile. Ces dernières évoluent de **31,2 %**, avec notamment la Prestation de Compensation du Handicap (+ **2,8 M€**), le fonctionnement de la Maison Départementale pour Personnes Handicapées (+ **0,8 M€** pour un total de **2,5 M€**) et le versement à cette dernière du solde des aides complémentaires pour les personnes

lourdement handicapées (**1,4 M€**). Outre le maintien à domicile, l'accueil en établissement des personnes handicapées évolue lui aussi de **5 %** et atteint **76,8 M€** sur l'exercice 2007.

L'action en faveur des personnes âgées progresse globalement de **9,2 %** (**7,5 %** en 2006) avec un taux de réalisation de **99,8 %**. Le poste des frais liés à la dépendance des personnes âgées accueillies en établissements progresse de **16 M€** en 2006 à **18,7 M€** en 2007 pour faire face au nombre croissant de bénéficiaires, aux prix de journée en hausse, à l'augmentation du nombre de journées d'hébergement et à l'ouverture de plusieurs maisons de retraite habilitées à l'aide sociale. Le versement de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) pour l'accueil en établissements des personnes âgées atteint **18,6 M€** pour **16 M€** en 2006, soit + **16,6 %**. Le financement des aides au maintien à domicile des personnes âgées dans le cadre de l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile connaît pratiquement le même taux de progression de + **16,4 %** (soit **22,6 M€**).

Le quatrième poste important dans l'action sociale est l'allocation R.M.I.. Elle progresse encore de **4,1 %** en 2007 pour atteindre le montant de **69,1 M€** bien que le nombre de bénéficiaires diminue faiblement sur l'année (15 865 bénéficiaires en décembre 2007 contre 16 318 en décembre 2006).

Pour terminer la présentation du secteur social, il faut mentionner la progression des crédits relatifs aux actions en faveur de la petite enfance (+ **51,8%** soit **15,5 M€**). Pour l'essentiel, cette hausse est liée à la poursuite de la politique en faveur des modes d'accueil et à l'effet en année pleine du versement aux familles de l'aide financière « Bébébonus 77 » à hauteur de **4 M€**.

Le secteur **des moyens des services** est le deuxième plus important en fonctionnement. Il comprend les dépenses de personnel, l'entretien des bâtiments et l'ensemble des frais de structure. La masse salariale (hors rémunérations des assistants maternels) en représente **82,6 %**, elle passe de **93,6 M€** en 2006 à **112,3 M€** en 2007, soit une augmentation de **20 %**. L'augmentation de la masse salariale s'explique par les mesures de décentralisation dans le cadre des transferts de compétences relatifs aux agents techniques territoriaux des établissements d'enseignement (A.T.T.E.E.) qui ont exercé leur droit d'option en faveur du Département et qui ont été intégrés à compter du 1^{er} janvier ainsi que les agents de la Direction Départementale de l'Équipement. A ces crédits s'ajoutent la hausse de la valeur du point d'indice majoré (+ **1,5 %**), le développement du dispositif apprentissage avec l'accueil de 10 stagiaires supplémentaires, le financement des emplois créés en DM2 2006 et au BP 2007 et les recrutements sur les postes d'agents d'entretien et d'accueil des établissements d'enseignement en année pleine.

Pour leur part, les dépenses liées aux bâtiments représentent **7,2 M€** en 2007 contre **6,1 M€** en 2006. Cette évolution de **19,4 %** résulte des hausses des dépenses liées aux locations immobilières (+ **0,3 M€**), aux fluides (+ **0,3 M€**), aux frais de nettoyage (+ **0,2 M€**), à l'entretien et la maintenance des bâtiments et des terrains (+ **0,2 M€**) mais aussi à la prise en charge des bâtiments transférés de la DDE.

Le troisième secteur est celui de la **sécurité** (+ **6,5 %**) dont notre contribution au Service Départemental d'Incendie et de Secours représente la quasi-totalité (**93 M€**). Cette augmentation est essentiellement due à la progression importante des charges de personnel, liée aux nouvelles réglementations sur le temps de travail et sur les conditions de rémunération.

Le secteur des transports a progressé de **3,6 %** par rapport à 2006 pour un montant total de **35,1 M€**. La part du transport scolaire est prépondérante : **57,2 %** soit **20,1 M€** et reste stable. En revanche, la participation du Département aux dépenses du Syndicat des Transports d'Île-de-France et des lignes conventionnées progressent de **23,2 %** pour la première (**6,6 M€**) et de **10,8 %** pour la seconde (**3,9 M€**).

Le budget de la formation et de l'enseignement a représenté en 2007 **29,7 M€** et a progressé de **14 %**. Les dotations aux collèges publics et privés participent à ces dépenses pour **20 M€** soit plus de **64 %** du secteur. Leur progression de **12,8 %** résulte essentiellement de la prise en charge du forfait externat dans les collèges privés pour un montant de **1,9 M€** en 2007. Parallèlement, l'ensemble des dépenses d'entretien a atteint **5,4 M€**, mais il est à noter que les dépenses consécutives aux sinistres ont beaucoup augmenté en 2007 (+ **36,1 %** soit **0,6 M€**). De plus, à partir de l'exercice 2007, le budget de l'enseignement prend à sa charge la moitié du déficit du budget du Laboratoire départemental d'analyse soit **0,7 M€**. En effet, ce dernier réalise des analyses alimentaires dans le cadre de la surveillance sanitaire des chaînes de restauration scolaire et notamment celles des collèges. Pour terminer, il faut remarquer le succès de la politique départementale en faveur de l'accès à la restauration scolaire par les familles modestes. Le montant voté au BP 2007 (**2,3 M€**) a été dépassé et les aides s'élèvent à **2,5 M€** pour suivre le nombre de bénéficiaires qui est passé de 8 570 en 2006 à 10 000 en 2007.

Afin de permettre une comparaison à périmètre constant sur la politique de **développement économique et local**, il est nécessaire de déduire sur 2006 la subvention versée au profit du budget annexe réseau télécommunication (soit **2,2 M€**). Une fois cette correction apportée, on constate une progression des réalisations de **26,7 %** (au lieu de **12,8 %**). Le secteur insertion et emploi justifie à lui seul cette augmentation avec, notamment, les contrats aidés (+ **112,4 %** soit **5,2 M€**) ou les actions en faveur de l'emploi (+ **26,6 %** soit **7,9 M€**).

Les dépenses d'entretien de la **voirie** départementale ont représenté **11,7 M€** en 2007 et évoluent peu par rapport à 2006 (+ **4 %**) et intègrent les dépenses d'entretien des routes nationales.

Le domaine de la **jeunesse et des sports** a progressé de **8,4 %** en 2007 pour un montant total de **6,6 M€**. Les principales dépenses de ce secteur concernent les subventions aux associations sportives (**1,2 M€**) ou de jeunesse (**0,5 M€**) et aux centres de loisirs (**1,2 M€**).

Abstraction faite de la subvention d'équilibre versée au Laboratoire Départemental d'Analyses (**0,7 M€**) et du reversement au CAUE de la taxe perçue à son profit (**1,6 M€**), les crédits réalisés en faveur de la politique de **l'eau et de l'environnement** évoluent légèrement pour atteindre le montant global de **5,9 M€**.

La dette et les tirages sur lignes de trésorerie génèrent une charge d'intérêts de **31,5 M€** en 2007 contre **28,5 M€** en 2006, soit une augmentation de **3 M€** des **frais financiers**. Cet alourdissement de la charge de la dette en 2007 s'explique, pour la moitié de son montant, par la passation d'une nouvelle écriture sur les intérêts à court terme : le rattachement à l'exercice des intérêts courus mais échus au cours de l'exercice suivant. Réalisée pour la première fois en 2007, cette écriture fait peser sur 2007 les intérêts des lignes de trésorerie de deux exercices.

Ainsi l'augmentation réelle des frais financiers en 2007 s'élève à **1,5 M€**, une croissance modérée dans un contexte de poursuite en 2007 de la hausse des taux d'intérêts initiée en 2006 grâce à une gestion active de l'encours. En outre, à cette tendance déjà haussière des taux d'intérêts est venu se cumuler un renchérissement sensible du coût du crédit consécutif à la crise financière débutée à l'été 2007. Le coût du financement à court terme est fortement impacté ainsi que le niveau des taux variables.

1-3.2 – les recettes :

S'agissant des recettes propres à chaque exercice (c'est-à-dire hors excédents antérieurs reportés), leur montant s'élève à **927 M€** contre **868,5 M€** en 2006, soit une hausse de **6,7 %** par rapport à 2006. Les principales recettes se ventilent de la façon suivante (en M€) :

Nature de recettes	2006	2007	Variation 2007/2006
Allocations compensatrices	12,9	12,2	-5,3%
DGF	150,3	154,1	2,5%
DGD	4,1	4,1	0,2%
FMDI	5,8	6,2	6,2%
Sous-total dotations et compensations Etat	173,1	176,6	2,0%
Allocation Personnalisée d'Autonomie	8,4	8,8	4,2%
MDPH	0,4	0,7	56,1%
Prestation Compensation du Handicap	8,6	7,7	-10,2%
Sous-total participations CNSA	17,4	17,1	-1,6%
Produit des 4 taxes	361,4	376,4	4,2%
Sous-total fiscalité directe	361,4	376,4	4,2%
Droits de mutation	172,7	182,8	5,9%
Taxe sur l'électricité	10,6	10,5	-0,7%
Taxe C.A.U.E	1,3	2,1	58,1%
Taxe départementale ENS	4,5	4,9	9,4%
Redevances des mines	1,8	1,7	-4,4%
Taxe Intérieure Produits Pétroliers	46,7	46,7	-0,1%
Taxe Spéciale sur les Conventions d'Assurance	21,1	35,7	69,1%
Taxe additionnelle à la taxe de séjour	0,2	0,6	263,7%
Sous-total fiscalité indirecte	258,8	285,0	10,1%
Autres recettes	57,8	71,9	24,5%
Total recettes fonctionnement	868,5	927,0	6,7%

Les recettes proviennent à **72,7 %** de la fiscalité (directe, indirecte et allocations compensatrices), soit un montant de **673,6 M€**, contre **633,1 M€** en 2006.

Le produit des quatre taxes, soit **376,4 M€** est en hausse de **4,2 %** par rapport à 2006 (**361,4 M€**). Cette évolution est due en partie à la légère augmentation des taux votés pour 2007 (+ 2,5 %), mais aussi à la croissance physique des bases (+ 2,3 %).

Les droits de mutation poursuivent leur évolution positive (+ **5,9 %**), grâce au dynamisme du marché immobilier seine-et-marnais. Le rythme d'augmentation de cette recette, qui représente un montant total de **182,8 M€** en 2007, laisse cependant apparaître un ralentissement après les progressions de 2006 (+ **7,6 %**), 2005 (+ **20 %**) et 2004 (+ **18,1 %**).

La Taxe Départementale pour les Espaces Naturels Sensibles et celle pour le C.A.U.E. progressent respectivement de **9,4 %** et **58,1 %**. Ces évolutions sont dues à de meilleures conditions de traitement des dossiers par les divers services concernés de l'Etat.

L'augmentation (+ **69,1 %**) de la Taxe sur les Conventions d'Assurances (T.S.C.A.) correspond à la compensation des nouvelles charges transférées en 2007, pour un total de **11,6 M€**, dont **1,9 M€** au titre du Forfait d'Externat relatif aux A.T.T.E.E. des collèges privés, et **9,6 M€** au titre de l'intégration des premiers A.T.T.E.E. titulaires (y compris les postes vacants et les compensations accessoires). De plus, la compensation du transfert des routes nationales (**3,7 M€**), qui avait fait l'objet d'un versement direct du Ministère en 2006, est désormais incluse dans la T.S.C.A..

La forte progression du produit issu de la Taxe Départementale additionnelle à la taxe de séjour doit être nuancée puisque cette taxe a été mise en place dans le courant de l'année 2006 . Ainsi le produit 2007 correspond à celui d'une année pleine (**0,6 M€**).

Les recettes liées aux dotations et compensations de l'Etat progressent de **2 %**. La Dotation Globale de Fonctionnement évolue de **2,99 %** (hors régularisation sur exercice antérieur en 2006). Le deuxième versement du Fonds de Mobilisation Départemental pour l'Insertion progresse de **6,2 %**. En revanche, le produit des allocations compensatrices de la fiscalité directe locale diminue de **- 5,3 %**, en raison de la forte minoration (**- 11 %**) de la Dotation de Compensation de la Taxe Professionnelle (D.C.T.P.) servant de variable d'ajustement de l'enveloppe normée des dotations de l'Etat.

Pour leur part les recettes C.N.S.A. et T.I.P.P. restent stables par rapport à 2006 avec **17,1 M€** et **46,7 M€**.

Enfin, les « autres recettes » progressent fortement de **24,5 %** soit plus de **14,1 M€**. Cette évolution est à nuancer car les deux exercices ne couvrent pas le même périmètre. En effet, les réalisations 2006 comportaient la compensation du transfert des routes nationales (**3,7 M€**) dorénavant intégrée à la T.S.C.A., mais aussi la dernière année de versement par l'Etat de la garantie fiscale relative à l'implantation de Disney (**6,8 M€**). Pour sa part, l'année 2007 est marquée par la recette exceptionnelle consécutive à la mise à bail des gendarmeries pour **28,7 M€**.

1-4 – SITUATION FINANCIERE ET AFFECTATION DU RESULTAT :

L'encours de la dette au 1^{er} janvier 2008 s'élève à **740 349 653,51 €**. Après cinq années de diminution significative de 1999 à 2004, l'encours se stabilise depuis 2005 autour de son niveau actuel. Cette modération de l'endettement du Département est à souligner dans un contexte général de recours accru à l'emprunt.

Au 1^{er} janvier 2007, l'encours par habitant du Département de Seine-et-Marne se classe au 10^{ème} rang au sein des départements métropolitains. Il ressort à un niveau stabilisé de 619,07 €, entérinant la baisse de 58,06 € de l'encours moyen par habitant enregistrée depuis 5 ans. Il convient particulièrement de noter que la situation de la Seine-et-Marne s'améliore relativement à un contexte de hausse de l'endettement des Départements.

Les ratios d'épargne se tassent légèrement après une hausse en 2006 (+ **4 %** sur l'épargne de gestion et + **12 %** sur l'épargne disponible).

En M€	2006	2007	Variation 2007/2006
Epargne de gestion (1)	186,8	184,4	-1,28%
Epargne brute (2)	158,3	152,9	-3,41%
Epargne disponible (3)	106,7	101,4	-4,97%

(1) recettes réelles moins dépenses réelles (sauf frais financiers)

(2) recettes réelles moins dépenses réelles totales

(3) recettes réelles moins (dépenses réelles totales plus remboursement capital)

J'attire spécialement votre attention sur le dernier ratio, sans doute le plus important des trois, puisqu'il mesure la capacité du Département à autofinancer ses investissements. Après un maintien à un niveau élevé en 2005 et 2006, il diminue légèrement en 2007, tout en demeurant supérieur à 100 M€.

Il convient enfin de procéder à l'affectation du résultat de fonctionnement. Je vous en rappelle ci-après le montant (cf dernier tableau du § 1-1) :

Résultat propre à la gestion 2007	Résultat antérieur	Résultat à affecter
119 658 453,88	28 826 067,98	148 484 521,86

Après restes à réaliser, le besoin de financement de la section d'investissement du budget principal s'établit à **131 777 406,45 €**. Suite à la fermeture du Collège Jean Monnet de Torcy, il est nécessaire d'intégrer aux résultats du budget principal l'excédent d'investissement dégagé à la clôture de ses comptes soit **58 106,51 €**. Le besoin de financement global s'élève à **131 719 299,94 €**.

C'est donc ce montant que je vous propose de prélever sur le résultat de fonctionnement, pour l'affecter à la couverture de ce besoin de financement.

Après cette affectation, il subsiste un reliquat de **16 765 221,92 €**, qui sera repris en section de fonctionnement lors de la DM1.

2 – COMPTES ANNEXES DES SERVICES A COMPTABILITE DISTINCTE :

2-1 – SERVICE GAIA

Ce budget annexe a été créé en mars 1997 pour retracer comptablement le partenariat instauré entre 17 Départements autour du logiciel GAIA, mis au point par le Département de Seine-et-Marne.

Compte tenu des résultats antérieurs, les résultats cumulés à fin 2007 s'établissent ainsi :

- section d'investissement : solde d'exécution positif de **31 801,99 €**
- section d'exploitation : excédent de **86 781,91 €**.

Les deux sections étant excédentaires, je vous propose par conséquent de reporter ces montants dans leur intégralité.

2-2 - LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSE DES EAUX

Ce budget annexe a été créé en 2003, enregistre en 2007 les résultats cumulés suivants :

- section d'investissement : solde d'exécution positif de **25 809,71 €**.
- section d'exploitation : excédent de **520 454,61 €**.

Malgré un solde d'exécution positif, la section d'investissement fait apparaître un besoin de financement de **58 262,63 €** en incluant les restes à réaliser. Je vous propose de prélever cette somme sur l'excédent d'exploitation. Le reliquat disponible s'élève donc à **462 191,98 €**.

2-3 – BOUTIQUES DES MUSEES

Ce budget annexe a été créé en 2005, à l'occasion de la reprise par le Département du Musée de l'Ecole de Barbizon dont les activités commerciales sont assujetties à la TVA. Il enregistré en 2007 pour sa troisième année d'exploitation un excédent de **41 190,10 €**. Je vous propose de reporter l'intégralité de cet excédent.

2-4 – RESEAU TELECOMMUNICATION

Conformément à la loi 2004-575 du 21 juin 2004 qui fait obligation aux collectivités qui construisent ou exploitent un réseau de télécommunications de mettre en place une comptabilité distincte, ce budget annexe a été créé en 2006. Son résultat est un excédent de **1 037 981,13 €** pour la section d'exploitation. Je vous propose d'en reporter l'intégralité.

Je vous remercie de bien vouloir vous prononcer sur l'ensemble de ces résultats, et, si vous en êtes d'accord, adopter le projet de délibération joint au présent rapport, portant approbation des comptes administratifs principal et annexes du Département pour l'exercice 2007, et affectation des différents résultats.

Le Président du Conseil général

Vincent ÉBLÉ

Dossier n° 7/03 des rapports soumis à la commission
n° 7 - Finances

Rapporteur : M. EUDE
Commission n° 7 - Finances

Séance du 27 Juin 2008

OBJET : Compte administratif pour l'exercice 2007 et affectation des résultats.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE-ET-MARNE,

Vu les articles L. 1612-12 et suivants du code général des collectivités territoriales,

Vu les comptes de gestion établis pour l'exercice 2007 par Monsieur le Payeur Départemental,

Vu le rapport du Président du Conseil Général,

Vu l'avis de la Commission n° 7 - Finances,

DECIDE

Article 1 : d'approuver les comptes administratifs principal et annexes du Département de Seine-et-Marne pour l'exercice 2007, présentés par Monsieur le Président du Conseil Général ;

Article 2 : de déterminer, pour chacun des comptes départementaux, les soldes d'exécution et les résultats de fonctionnement à affecter ainsi qu'il suit :

COMPTE PRINCIPAL

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur	135 825 256,74	135 825 256,74		28 826 067,98
Réalisé de l'exercice	403 907 354,58	260 749 634,20	814 405 050,85	934 063 504,73
TOTAL	539 732 611,32	396 574 890,94	814 405 050,85	962 889 572,71
RESULTAT A AFFECTER	143 157 720,38			148 484 521,86
<i>Restes à réaliser</i>	<i>18 339 703,33</i>	<i>29 720 017,26</i>	<i>19 072 650,92</i>	<i>2 307 429,00</i>
<i>TOTAL</i>	<i>161 497 423,71</i>	<i>29 720 017,26</i>	<i>19 072 650,92</i>	<i>150 791 950,86</i>
Résultat définitif	131 777 406,45			131 719 299,94

COMPTE ANNEXE DU SERVICE GAIA

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur		22 329,75		40 929,27
Réalisé de l'exercice	8 459,46	17 931,70	266 511,96	312 364,60
TOTAL	8 459,46	40 261,45	266 511,96	353 293,87
RESULTAT A AFFECTER		31 801,99		86 781,91
<i>Restes à réaliser</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>39 600,00</i>	<i>0,00</i>
<i>TOTAL</i>	<i>0,00</i>	<i>31 801,99</i>	<i>39 600,00</i>	<i>86 781,91</i>
Résultat définitif		31 801,99		47 181,91

COMPTE ANNEXE DU LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSE

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur		35 255,89		190 609,64
Réalisé de l'exercice	124 775,75	115 329,57	3 474 839,52	3 804 684,49
TOTAL	124 775,75	150 585,46	3 474 839,52	3 995 294,13
RESULTAT A AFFECTER		25 809,71		520 454,61
<i>Restes à réaliser</i>	<i>84 072,34</i>	<i>0,00</i>	<i>69 203,55</i>	<i>0,00</i>
<i>TOTAL</i>	<i>84 072,34</i>	<i>25 809,71</i>	<i>69 203,55</i>	<i>520 454,61</i>
<i>Résultat définitif</i>	<i>58 262,63</i>			<i>451 251,06</i>

COMPTE ANNEXE DES BOUTIQUES DES MUSEES

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur				5 359,38
Réalisé de l'exercice			75 711,25	111 541,97
TOTAL			75 711,25	116 901,35
RESULTAT A AFFECTER				41 190,10
<i>Restes à réaliser</i>			<i>67 614,43</i>	<i>0,00</i>
<i>TOTAL</i>			<i>67 614,43</i>	<i>41 190,10</i>
<i>Résultat définitif</i>			<i>26 424,33</i>	

COMPTES ANNEXES DU RESEAU TELECOMMUNICATION

	INVESTISSEMENT		FONCTIONNEMENT	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Résultat antérieur				1 677 927,11
Réalisé de l'exercice			787 986,98	148 041,00
TOTAL			787 986,98	1 037 981,13
RESULTAT A AFFECTER				1 037 981,13
<i>Restes à réaliser</i>			<i>50 000,00</i>	<i>0,00</i>
<i>TOTAL</i>			<i>50 000,00</i>	<i>1 037 981,13</i>
Résultat définitif				987 981,13

Article 3 : d'incorporer aux résultats du budget principal l'excédent d'investissement dégagé à la clôture des comptes du Collège Jean Monnet de Torcy, s'élevant à **58 106,51 €**. Le solde d'exécution négatif de la section d'investissement du budget principal est ramené à **143 099 613,87 €** (143 157 720,38 – 58 106,51).

Article 4 : d'affecter les résultats de fonctionnement de clôture ainsi qu'il suit :

COMPTES PRINCIPAUX DU DEPARTEMENT

Le besoin de financement après restes à réaliser s'élève à **131 719 299,94 €**. Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement de **148 484 521,86 €** sera affecté à hauteur de ce besoin de financement global. Le solde disponible de **16 765 221,92 €** sera repris en report à nouveau créditeur.

COMPTES ANNEXES DU SERVICE GAIA

La section d'investissement faisant apparaître un solde positif de **31 801,99 €**, la section de fonctionnement présentant un résultat d'exploitation, excédentaire de **86 781,91 €**, ces montants seront repris en report créditeur.

COMPTE ANNEXE DU LABORATOIRE DEPARTEMENTAL D'ANALYSES

Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement de **520 454,61 €** sera affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement après restes à réaliser, soit un montant de **58 262,63 €**. Le solde disponible de **462 191,98 €** sera repris en report à nouveau créditeur.

COMPTE ANNEXE DES BOUTIQUES DES MUSEES

Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement de **41 910,10 €** sera repris au budget supplémentaire de l'exercice 2008.

COMPTE ANNEXE DU RESEAU TELECOMMUNICATION

Le résultat excédentaire de la section de fonctionnement de **1 037 981,13 €** sera repris au budget supplémentaire de l'exercice 2008.

LE PRESIDENT,

V. ÉBLÉ

Annexe n° :

